



CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CPOM) relatif aux résidences autonomie

**La Rose des Sables, Bonvoisin,
Trianon, Saint Filleul
Rouen**

2025/2029

CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre,

Le Département de la Seine-Maritime, représenté par son Président, Monsieur Bertrand BELLANGER, agissant en application de l'article L313-11 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Ci-après dénommé « le Département » ;

Et d'autre part,

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de ROUEN, gestionnaire des résidences autonomie « Bonvoisin, Trianon, Saint Filleul et La Rose des Sables », dont le siège social est situé à ROUEN, et représenté par Madame Caroline DUTARTE, Vice-Présidente du CCAS, agissant en exécution de la décision de son Conseil d'Administration du 27 juin 2025.

Ci-après dénommé(e) « le gestionnaire ».

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 313-11 relatif aux CPOM et D 312-159-5 ; et L313-12-III relatif aux résidences autonomie et au forfait autonomie

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement notamment les articles 10 et 89 ;

Vu le décret n° 2016-209 du 26 février 2016 relatif à la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ;

Vu le décret n° 2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées ;

Vu la délibération 1.1 du Conseil Départemental du 7 décembre 2023 adoptant le schéma unique des solidarités ;

Vu la délibération 1.6 du Conseil Départemental en date du 7 décembre 2023 approuvant le diagnostic et les orientations du programme coordonné de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et celle de sa Commission Permanente en date du 21 mai 2024, fixant les modalités d'attribution du forfait-autonomie, de répartition entre les structures et validant le modèle de CPOM ;

Vu l'arrêté n°2025-163 du 5 mai 2025 portant renouvellement de l'autorisation de gestion des résidences autonomie « Bonvoisin, Trianon, Saint Filleul et La Rose des Sables » à ROUEN ;

Vu les rapports d'évaluation reçus au Département le 31 décembre 2024 ;

Vu le plan d'action portant engagement du gestionnaire à mettre en œuvre les actions d'amélioration de service définies en réponse aux résultats de l'évaluation précitée ;

1. PREAMBULE : LES ENJEUX DU SCHÉMA DÉPARTEMENTAL

Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens vise à mettre en œuvre les politiques publiques nationales, régionales et départementales et s'attache à organiser des réponses qui tiennent compte des enjeux identifiés par l'association gestionnaire sur son territoire d'intervention dans le cadre du diagnostic partagé. Dans le cadre du schéma unique des solidarités 2023-2028, le Département de la Seine-Maritime a priorisé les orientations suivantes :

- Favoriser l'inclusion sociale et la pleine participation des usagers :

Cet objectif stratégique autour de la personne doit permettre de donner les moyens à chacun d'agir pour son propre parcours et de considérer les choix de vie en termes de logement, d'emploi, de cadre familial, d'environnement social, de vie affective et sexuelle. Les solutions doivent être construites à partir de l'expérience et de la parole des usagers, en reconnaissant notamment leur expertise d'usage.

- Poursuivre la mise en place d'une offre adaptée et diversifiée :

Il s'agit de repenser l'offre au service du parcours de la personne afin d'éviter les ruptures pour les usagers et d'accompagner les éventuelles transitions. L'objectif est également de maintenir et d'affirmer l'exigence de qualité dans l'ensemble des accompagnements offerts aux publics.

- Garantir la cohérence des politiques de l'autonomie :

La coordination des acteurs tant à l'échelle départementale que territoriale sera recherchée notamment pour le partage et l'échange d'informations ainsi que le développement d'usages innovants. Par ailleurs, la prévention devra pleinement s'inscrire dans le parcours des personnes.

2. PRESENTATION GENERALE

2.1 L'objet du contrat

2.1.1 Identification du gestionnaire

Le présent contrat couvre le périmètre suivant :

Présentation du gestionnaire

Le centre communal d'action sociale (CCAS), dont le siège social est situé à ROUEN, représenté légalement par Madame Caroline DUTARTE, Vice-Présidente, assure la gestion des résidences autonomie « Bonvoisin, Trianon, Saint Filleul et La Rose des Sables ».

La Ville de Rouen est propriétaire des résidences « Trianon et Bonvoisin ». La résidence « Saint Filleul » est la propriété de la société SEMINOR et la résidence « La Rose des Sables », la propriété du bailleur social, Habitat 76.

2.1.2 Présentation des établissements et services couverts par le CPOM

- **Résidence « Bonvoisin » à ROUEN :**
- N° Finess de l'établissement : 760792028
- Code catégorie : 202
- Code discipline : 924
- Code fonctionnement (type d'activité) : 11
- Code clientèle : 701
- Capacitaire autorisé : 71 places

- **Résidence « Trianon » à ROUEN :**
- N° Finess de l'établissement : 760791996
- Code catégorie : 202
- Code discipline : 924
- Code fonctionnement (type d'activité) : 11
- Code clientèle : 701
- Capacitaire autorisé : 68 places

- **Résidence « Saint Filleul » à ROUEN :**
- N° Finess de l'établissement : 760792010
- Code catégorie : 202
- Code discipline : 924
- Code fonctionnement (type d'activité) : 11
- Code clientèle : 701
- Capacitaire autorisé : 69 places

- **Résidence « La Rose des Sables » à ROUEN :**
- N° Finess de l'établissement : 760033449
- Code catégorie : 202
- Code discipline : 924
- Code fonctionnement (type d'activité) : 11
- Code clientèle : 701
- Capacitaire autorisé : 79 places

2.1.3 Habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale

Les résidences « Bonvoisin, Trianon, Saint Filleul et La Rose des Sables » sont habilitées à l'aide sociale départementale.

2.1.4 L'articulation avec les autres CPOM signés par le gestionnaire

Le gestionnaire n'a pas signé d'autres CPOM avec le Département.

3. DIAGNOSTIC PARTAGE

Un diagnostic partagé a été réalisé sur la base des évaluations reçues en décembre 2024. Les contractants relèvent dans ce cadre les axes d'amélioration suivants :

- Favoriser l'exercice des droits fondamentaux et des libertés individuelles de la personne accompagnée
- Actualiser le plan de prévention des risques de maltraitance et de violence
- Assurer le recueil et le traitement des plaintes et réclamations
- Assurer le recueil et le traitement des événements indésirables
- Actualiser le plan de gestion de crise et de continuité de l'activité

4. OBJECTIFS PLURIANNUELS

Conformément à la lettre de cadrage et sur la base du diagnostic partagé, synthétisé au point 3 du présent contrat, les contractants organisent la structuration des objectifs autour des grandes orientations qui s'inscrivent dans la démarche de parcours des personnes âgées :

- ***Orientation 1 : Développement et amélioration de l'accueil en résidence autonomie pour apporter une réponse adaptée en termes d'habitat et de services aux personnes âgées (formalisée dans l'annexe n°1 du présent CPOM)***
- ***Orientation 2 : Mise en œuvre d'actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie au profit de résidents ou le cas échéant de personnes extérieures, pour lesquelles un soutien financier est apporté :***

Les actions de prévention de la perte d'autonomie que l'établissement s'engage à proposer à ses résidents, voire à la population locale âgée, dès signature du présent contrat, peuvent porter notamment sur :

- Le maintien ou l'entretien des facultés (physiques, cognitives, sensorielles, motrices et psychiques...) ;
- La nutrition, la diététique, la mémoire, le sommeil, les activités physiques et sportives, l'équilibre et la prévention des chutes ;
- Le repérage et la prévention des difficultés sociales et de l'isolement social, le développement du lien social et de la citoyenneté ;
- L'information et le conseil en matière de prévention en santé et de l'hygiène ;
- La sensibilisation à la sécurisation du cadre de vie et le repérage des fragilités.

Ces actions de prévention de la perte d'autonomie donnent lieu à l'attribution d'un forfait Autonomie (cf. article 5 du présent contrat).

5. MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT

5.1 Modalités de fixation du forfait-autonomie :

Le montant de la participation du Département est fixé annuellement.

Ce forfait couvre les dépenses suivantes :

- Rémunération et charges fiscales et sociales de personnels disposant de compétence en matière de prévention de la perte d'autonomie (animateurs, ergothérapeutes, psychomotriciens, diététiciens ou autres hors personnels de soins) ;
- Recours à un ou plusieurs intervenants extérieurs disposant de compétences en la matière ;
- Recours à un ou plusieurs jeunes en contrat civique en cours d'acquisition de compétences en matière de prévention de la perte d'autonomie ;
- Le cas échéant, mutualisé avec un ou plusieurs établissements.

Ces modalités d'attribution ne sont applicables qu'au titre de l'année 2025 et sont susceptibles d'être révisées, par voie d'avenant le cas échéant, en lien avec l'effectivité des dépenses réalisées et les modulations de forfait prévues par le décret n°2016-696 du 27 mai 2016.

Les engagements financiers sont pris sous réserve de l'objectif annuel et pluriannuel d'évolution des dépenses, délibéré par le Département en fonction de ses obligations légales, de ses priorités en matière d'action sociale et des orientations des schémas.

5.2 Modalités de versement du forfait Autonomie :

Le règlement du forfait Autonomie s'effectuera en un versement unique à la signature du présent contrat. Si les dépenses correspondantes à ce forfait ne peuvent être engagées en 2025, les crédits alloués devront être inscrits en dotation au compte 681 et faire l'objet d'une reprise sur provision inscrite au compte 781 pour compenser les dépenses effectuées en 2026.

5.3 Le suivi du contrat :

Le gestionnaire s'engage à communiquer toutes pièces utiles au suivi des objectifs fixés dans le présent contrat.

Il s'engage à tenir une comptabilité analytique propre au suivi des actions réalisées en application du présent contrat. Il s'engage également à faciliter à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation de ces actions, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses.

Le gestionnaire transmet tous les ans, au plus tard le 30 avril, des données relatives à l'utilisation du forfait-autonomie :

- Le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus, résidentes ou non ayant participé aux actions réalisées ;
- Le nombre de personnels en équivalent temps plein financé ;
- Le nombre de professionnels mutualisés entre plusieurs résidences ;

- Le nombre d'actions financées, en distinguant celles qui portent sur la santé, le lien social, l'habitat et le cadre de vie ;
- Le montant des actions financées.

Un bilan d'étape de la réalisation du plan d'actions et de la mise en conformité avec les exigences et les recommandations de bonnes pratiques.

Ces restitutions annuelles pourront, le cas échéant, faire l'objet d'un canevas départemental, national ou régional auquel le gestionnaire sera tenu de se conformer.

Durant la dernière année d'exécution du contrat et au moins 6 mois avant son échéance, un bilan est établi et une rencontre est organisée entre le gestionnaire et le Département dans la perspective de son renouvellement.

Le gestionnaire s'engage à accepter et faciliter tout contrôle administratif et comptable relatif à l'atteinte des objectifs par les agents du Département, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Pour un meilleur suivi, le gestionnaire devra transmettre au Département annuellement au plus tard le 31 janvier le prévisionnel de l'année N des animations et des actions de prévention de la perte autonomie financées dans le cadre du forfait autonomie en précisant la nature et les coûts détaillés qui seraient engagés.

5.4 Récupération du forfait autonomie

En cas de non-utilisation, d'utilisation partielle ou pour un objet ou des modalités non conformes aux exigences posées dans les articles I-2 et I-3 des sommes versées au titre du forfait autonomie, le Département est susceptible de demander au gestionnaire le remboursement du montant indûment perçu ou non dépensé au titre de l'exercice considéré et sa suppression pour les exercices à venir.

5.5 Durée et révision du contrat

Le présent contrat prendra effet à compter de la date de sa signature par les parties, sa date d'échéance est fixée **au 31/12/2029**.

6. EVALUATIONS ET RENOUVELLEMENT

La conclusion d'un nouveau CPOM est soumise aux résultats positifs de l'évaluation prévue à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles. L'évaluation porte notamment sur la capacité du gestionnaire à mettre en œuvre les prestations minimales, individuelles ou collectives, concourant à la prévention de la perte d'autonomie, définies à l'article I-2 du présent contrat.

7. RESILIATION

Le présent contrat engage les parties signataires.

En cas d'accord de l'ensemble des parties, le contrat pourra être résilié par simple avenant signé des parties.

En cas de non-respect par l'une des parties d'un ou plusieurs engagements contenus dans le présent contrat, la partie défaillante sera mise en demeure par l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de 3 mois, de se conformer aux engagements du présent contrat.

Si dans les 3 mois suivant la mise en demeure, la partie défaillante ne respecte toujours pas ses engagements, le contrat pourra être dénoncé par l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, le présent CPOM peut être dénoncé de plein droit par l'un des deux signataires, en cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires, ou d'éléments non connus à la date du présent contrat, entraînant le cas échéant des modifications significatives, qui auraient pour conséquence d'empêcher l'exécution du présent contrat.

Le gestionnaire devra restituer les sommes versées au prorata de l'activité réellement effectuée et des dépenses réalisées, à la date de la résiliation.

8. LITIGES ET RECOURS CONTENTIEUX

En cas de litige résultant de l'exécution du contrat, les parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relèverait de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Rouen.

Fait à _____ le _____

Pour le Président et par délégation,

Caroline DUTARTE,
Vice-Présidente du CCAS de Rouen

Le Président du Département

Bertrand BELLANGER



**Annexe n°1 au CPOM
Résidences autonomie**

**La Rose des Sables, Bonvoisin,
Trianon, Saint Filleul
Rouen**

2025/2029

- **Objectif 1 :** Favoriser l'exercice des droits fondamentaux et des libertés individuelles de la personne accompagnée
 - ❖ Le gestionnaire s'engage à mettre en place une procédure relative au droit à l'image ;
 - ❖ Le gestionnaire s'engage à renforcer la confidentialité et la protection des informations et données relatives à la personne accompagnée.
- **Objectif 2 :** Actualiser et déployer le plan de prévention des risques de maltraitance et de violence
 - ❖ Le gestionnaire s'engage à actualiser le plan de prévention et de gestion des risques de maltraitance et de violence au regard des risques identifiés, à traiter les signalements de maltraitance, à mettre en place les actions correctives et à communiquer sur leur traitement.
- **Objectif 3 :** Assurer le recueil et le traitement des plaintes et réclamations
 - ❖ Le gestionnaire s'engage à organiser le recueil des plaintes et réclamations, à les analyser, à mettre en place des actions correctives et à communiquer sur leur traitement.
- **Objectif 4 :** Assurer le recueil et le traitement des événements indésirables
 - ❖ Le gestionnaire s'engage à organiser le recueil des événements indésirables, à les analyser, à mettre en place des actions correctives et à communiquer sur leur traitement.
- **Objectif 5 :** Actualiser le plan de gestion de crise et de continuité de l'activité
 - ❖ Le gestionnaire s'engage à définir un plan de gestion de crise et de continuité de l'activité, à l'actualiser régulièrement et à le communiquer.
- **Objectif 6 :** Diversifier le public accueilli dans une approche inclusive et intergénérationnelle
 - ❖ Élargir le nombre de places réservées à un public en situation de handicap de moins de 60 ans, en partenariat avec des acteurs de l'accompagnement spécialisé, dans la limite des 15% autorisés.
 - ❖ Permettre l'accès au logement en résidence pour des étudiants, avec contrepartie.
 - ❖ Développer un accueil de public en situation de précarité vieillissant, en coordination avec les acteurs du territoire.

- **Objectif 7** : Lutter contre les ruptures de parcours et accompagner les transitions

❖ Développer une offre d'hébergement temporaire, en lien avec les besoins identifiés du territoire :

- Relogement temporaire pour raison de travaux (arrêté de péril, insalubrité, ...)
- Hébergement d'essai pour les personnes dont la situation nécessite une évaluation sur leur capacité à s'intégrer, leur degré d'autonomie, ou afin de confirmer leur choix (personnes en situation de précarité, ou de handicap notamment)